

L'actualité des entreprises agricoles

Fédération des Centres de Gestion Agréés Agricoles



La lettre d'information du 15 avril 2016

Vie des centres

Extension du champ de compétence des OGA : L'administration fiscale éclaircit la situation

Plusieurs instructions publiées par l'administration fiscale le 6 avril 2016 apportent des précisions sur les modifications intervenues à l'article 37 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 relatives aux missions et conditions d'exercice des organismes agréés... [En savoir plus](#)

Les discussions sont toujours en cours avec notre tutelle (DGFIP) et la FCGAA milite pour une application efficiente et intelligente de la loi afin de ne pas ajouter des contraintes inutiles à nos TPE adhérentes.

Dès la publication du décret, nous organiserons information et formation à ce sujet

Ces informations peuvent aussi vous intéresser

[Déduction du salaire du conjoint : L'administration fiscale revient sur les évolutions législatives](#) (Brève du 11 mars 2016)

Actualités fiscales 2016 : Info Agricole n°144, mars 2016

Energie

Production d'électricité à base d'énergie renouvelable : Des précisions sur le délai de raccordement

Le décret n° 2016-399 du 1er avril 2016 fixe, comme point de départ du délai de dix-huit mois prévu à l'article L342-3 du code de l'énergie, pour le raccordement des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable d'une puissance installée supérieure à 3 kilovoltampères, le moment où le demandeur de raccordement et le gestionnaire de réseau s'engagent contractuellement sur le raccordement. Le texte énumère également les cas de suspension ou d'interruption de ce délai et détermine la procédure à suivre pour sa prorogation. Le décret est pris en application de la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015. [Consulter le décret](#)

Viticulture

Aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble : Dépôt des dossiers sur internet le 15 septembre 2016

Dans le cadre de l'aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble pour le programme d'aide national de l'OCM vitivinicole 2014- 2018, la mise en œuvre d'une télédéclaration nécessite des évolutions réglementaires pour ce qui concerne la date limite de dépôt des dossiers ainsi que la production de certaines pièces justificatives. C'est ce que précise une décision de FranceAgriMer du 29 mars 2016. La date limite de réception des demandes d'aide complètes à FranceAgriMer est fixée au 15 septembre 2016 pour un dépôt par voie électronique. [Site FranceAgriMer](#).



[Consulter la décision du 29 mars 2016](#)

[Consulter la décision du 30 octobre 2015](#)

[Consulter la décision du 20 juillet 2015](#)

Social

Embauche de jeunes apprentis : Complément d'informations sur l'aide aux TPE

Une circulaire du ministère du travail du 29 février 2016 précise le champ d'application, les conditions d'éligibilité à l'aide à l'embauche des apprentis par les TPE et les modalités de gestion du dispositif. En vigueur depuis le 1er juin 2015, l'aide TPE jeunes apprentis s'adresse aux entreprises de moins de 11 salariés pour le recrutement en contrat d'apprentissage d'un jeune de moins de 18 ans à la date de la conclusion du contrat. La demande d'aide est disponible en ligne sur [le portail de l'alternance](#). Il s'agit d'une aide financière de 4 400 euros au titre de la première année d'exécution du contrat d'apprentissage.

[Consulter la circulaire](#)

Ces informations peuvent vous intéresser

[Embauche de jeunes apprentis : Mise en place de l'aide pour les TPE](#) (Brève du 10 juillet 2015)

[Aide à l'embauche d'apprentis : Plus besoin de passer par la voie dématérialisée](#) (Brève du 4 septembre 2015)

Fiscalité

Régime fiscal des DPB : Toujours des incertitudes

Deux instructions fiscales ont été publiées au Bulletin officiel des Finances publiques du 6 avril 2016. La première apporte des précisions sur les conséquences fiscales d'une mise à disposition des droits au paiement de base. La seconde soumet à une consultation publique les règles de rattachement au bénéfice imposable des aides directes découplées... [En savoir plus](#)

[Lire les commentaires de l'administration fiscale](#) .

[Lire les commentaires de l'administration fiscale](#)

Déduction pour aléas (DPA) : Mise en place d'une consultation publique



L'administration fiscale met en place une consultation publique jusqu'au 2 mai 2016 portant sur deux instructions du 6 avril dernier relatives au champ d'application de la DPA et à l'utilisation de la déduction. Des remarques peuvent être formulées par courriel à l'adresse suivante : bureau.b1-dlf@dgfip.finances.gouv.fr. Seules les contributions signées seront examinées. « *Dès la présente publication, il est possible de se prévaloir des commentaires jusqu'à leur éventuelle révision à l'issue de la consultation* », indique l'administration fiscale. Ces nouveaux commentaires font suite aux assouplissements prévus par L'article 35 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015

[Lire les commentaires de l'administration fiscale](#)

[Lire les commentaires de l'administration fiscale](#)

Cette information peut aussi vous intéresser

Actualités fiscales 2016 : Info Agricole n°144, mars 2016

Côté institutions

Crise agricole : Les députés européens critiquent l'absence de mesures efficaces

Le 12 avril dernier, les députés européens ont demandé, à Phil Hogan, lors d'un débat sur la crise agricole, des réformes structurelles afin de mieux équilibrer la chaîne de production, d'assurer un revenu minimum aux agriculteurs et de les aider à mieux résister aux chocs du marché, notamment dans les secteurs les plus touchés par la crise, tels que la production laitière et le bétail. Dans le même temps, la commission européenne autorisait dans un règlement d'exécution les accords et les décisions sur la planification de la production dans le secteur du lait et des produits laitiers pour une période de six mois...[En savoir plus](#)

Ces informations peuvent aussi vous intéresser

Étiquetage obligatoire du pays d'origine pour la viande et le lait : Les députés de l'UE sont favorables à la mesure (Brève du 25 mars 2016)

Crise de l'élevage : Les mesures décidées par Bruxelles (Brève du 18 mars 201)